RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

PLACE
PLATEFORME DES ACHATS DE L'ÉTAT

cnrs

Acheteur public : Etablissements et organismes de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

Direction service : CNRS Délégation Hauts-de-France

Règlement de consultation

Numéro de la consultation : 202633

Objet de la consultation : Acquisition de sources d'ions et dispositifs d'imagerie chimique et leurs couplages avec un spectromètre de masse Tribrid Eclipse

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Date limite : 30/11/2026 - 14:00

Sommaire

ARTICLE 1 - ACHETEUR 3

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION 3

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION 3

3.1 Procédure de passation 3
3.2 Allotissement 3
3.3 Tranches 3
3.4 Durée du marché 3
3.5 LIEU DE LIVRAISON 3

3.6 Variantes 4
3.6.1 Variantes obligatoires 4
3.6.2 Variantes à l'initiative des soumissionnaires 4
3.7 Prestations supplémentaires éventuelles 4
3.8 Considérations sociales 4
3.9 Considérations environnementales 4
3.10 Traitement de données à caractère personnel 5
3.11 Secret des affaires, du secret industriel et commercial 6
4 INFORMATION DES CANDIDATS 6

4.1 Contenu des documents de la consultation 6
4.2 Principes généraux sur les échanges électroniques 6
4.3 Echanges électroniques relatifs à cette consultation 9
4.4 Visite sur site 9
5 CANDIDATURE 9

5.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance 9
5.2 Motifs d'exclusion 10
5.3 Présentation de la candidature 10
5.3.1 Candidature sous forme de DUME 11
5.3.2 Candidature sous forme de DC1 et DC2 11
5.4 Niveaux minimaux de participation 12
5.5 Tâches essentielles 12
5.6 Examen des candidatures 12
5.7 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs 12
5.8 Vérification des motifs d'exclusion 13
6 OFFRE 13

6.1 Présentation de l'offre 13
6.2 Examen des offres 13
6.2.1 Critères d'attribution des offres 13
6.3 Durée de validité des offres 18
6.4 Echantillons 19
7 ATTRIBUTION DU MARCHE 19

7.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve 19
7.2 Interdiction d'attribution 21
7.3 Signature du marché 21
8 LANGUE 21

9 CONTENTIEUX 21

10 MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE 22

Article 1 - ACHETEUR

Le présent marché est porté par la Délégation Régionale Hauts-de-France du CNRS, représentée par Vanessa TOCUT, en sa qualité de Déléguée Régionale.

Adresse et coordonnées :

CNRS Délégation Régionale Hauts-de-France

43 avenue le Corbusier

BP 30123

59001 Lille CEDEX

Téléphone : 0320125800

Courriel : dr18.liste.poleachats@cnrs.fr

Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché a pour objet : Acquisition de sources d'ions et dispositifs d'imagerie chimique et leurs couplages avec un spectromètre de masse Tribrid Eclipse

Le marché est un marché de Fournitures .

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 38432000 - Appareils d'analyses.

Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Procédure de passation

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

3.2 Allotissement

Le marché est composé de 2 lots :

Lot n°1 : Acquisition d'une source de désorption/ionisation laser assistée par matrice à pression atmosphérique pour spectrométrie de masse ultra-haute résolution et imagerie moléculaire

Lot n°2 : Acquisition d'un système de chromatographie en phase gazeuse couplé par photoionisation à pression atmosphérique à un spectromètre de masse ultra-haute résolution existant

3.3 Tranches

Le marché ne comporte pas de tranches.

3.4 Durée du marché

Article 4 - La durée du marché court à compter de sa date de notification jusqu'à l'admission définitive des prestations (périodes de garanties et de maintenance éventuelles comprises).

3.5 Lieu de livraison

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est :59 - Nord (FR-59).

Université de Lille

Laboratoire de Physique des Lasers, Atomes et Molécules

Cité Scientifique, bâtiment P5, salle R38

2 Avenue Jean Perrin

59655 Villeneuve d'Ascq cedex

3.6 Variantes

3.6.1 Variantes obligatoires

L'acheteur n'exige pas la présentation de variantes obligatoires.

3.6.2 Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Variante financière

Variante n°1 : Le titulaire peut proposer un échéancier de paiement pour le paiement des prestations.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

L'avance (taux et modalités de versement) n'est pas concernée par la présente variante.

Dans l'absence de présentation d'un échéancier de paiement, le paiement sera réalisé après service fait (suite à l'admission définitive de l'équipement).

3.7 Prestations supplémentaires éventuelles

Les prestations supplémentaires éventuelles portent sur :

Lot n°1 :

PSE n°1 – Extension de garantie de douze (12) mois

PSE n°2 – Logiciel avancé de traitement des données d'imagerie MALDI

PSE n°3 – Kit complémentaire de porte-échantillons et consommables

Lot n°2 :

PSE n°1 – Extension de garantie de douze (12) mois

PSE n°2 – Kit de maintenance et de consommables APPI

La réponse aux prestations supplémentaires éventuelles est facultative.

3.8 Considérations sociales

Le marché comporte des considérations sociales à l'article 8.4 du CCAP.

3.9 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, le présent marché public comprend un ou des critère(s) environnemental(aux) comme critère d'attribution.

3.10 Traitement de données à caractère personnel

Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

La direction des achats de l'Etat du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Coordonnées du délégué à la protection des données :

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Coordonnées du délégué à la protection des données du CNRS :

Mme Gaëlle BUJAN - 03 83 85 64 26 - dpd.demandes@cnrs.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

3.11 Secret des affaires, du secret industriel et commercial

L'acheteur se réserve la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers pour l'analyse des offres du présent marché.

Le tiers est tenu à une obligation de confidentialité prévue par le marché dont il est titulaire. En particulier, les candidats sont informés que ce tiers ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de ses prestations. Ce tiers a l'obligation de mettre en oeuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette obligation ne prend pas fin à l'issue du marché entre l'acheteur et ce tiers.

4 INFORMATION DES CANDIDATS

4.1 Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- le présent règlement de consultation
- le cahier des clauses administratives particulières
- l'acte d'engagement
- le cahier des clauses techniques particulières
- le cadre de réponse

4.2 Principes généraux sur les échanges électroniques

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise).

[Inclure texte à champ libre]

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés. Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE" : https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise

Le dépôt s'effectue uniquement en utilisant la fonctionnalité de dépôt de plis de la plate-forme. Pour ce faire :

- Le candidat accède à la consultation avec le bouton « Accéder à cette consultation » depuis la colonne « Actions » du tableau de bord.

- Puis, le candidat doit sélectionner l'onglet « Dépôt ».

La fonctionnalité de « Messagerie sécurisée » de PLACE ne doit pas être utilisée par le candidat pour déposer son pli. Celle-ci est réservée aux échanges et autres questions avec l'acheteur avant la date limite de remise des offres.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques ;

- mode opératoire DUME pour les opérateurs ;

- assistance téléphonique ;

- module d'autoformation à destination des opérateurs;

- foire aux questions ;

- lien vers des documents de référence ;

- outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau à un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt , .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr

- Macros ;

- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde papier / physique électronique

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;

- Intitulé de la consultation ;

- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;

- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

CNRS Délégation Régionale Hauts-de-France

Pôle Achats et Marchés Publics

43 Avenue le Corbusier

BP30123

Lille Cedex

Copie de sauvegarde électronique

Le dépôt d'une copie de sauvegarde électronique n'est pas autorisé dans la présente consultation.

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

4.3 Echanges électroniques relatifs à cette consultation

Les plis devront être transmis au plus tard le 30/11/2026 14:00

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : https://www.marches-publics.gouv.fr.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile (**au plus tard 6 jours avant la date de réception des offres**) sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

4.4 Visite sur site

Sans objet

5 CANDIDATURE

5.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent

répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf

https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat

5.2 Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. [Inclure texte à champ libre]

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

5.3 Présentation de la candidature

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques;

- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE
- sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2

5.3.1 Candidature sous forme de DUME

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE

- depuis l'adresse URL suivante : https://dume.chorus-pro.gouv.fr

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance, https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

5.3.2 Candidature sous forme de DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement
- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat), ou équivalent, dûment rempli et daté;

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 :

- Le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;

- Le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

5.4 Niveaux minimaux de participation

L'acheteur n'impose pas aux candidats de niveaux minimums de capacité.

5.5 Tâches essentielles

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

5.6 Examen des candidatures

L'acheteur examine les candidatures avant les offres : les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités sont fournis à la demande de l'acheteur et avant l'examen des offres.

Les moyens de preuve concernant les motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

L'acheteur n'a pas fixé de minimums de capacité comme condition de participation : les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

5.7 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;

- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les documents justificatifs directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

Les documents justificatifs concernant les aptitudes et capacités sont :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

- Une déclaration appropriée de banque(s) ou, le cas échéant, la preuve d'une assurance des risques professionnels;

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

5.8 Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

6 OFFRE

6.1 Présentation de l'offre

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

- Le mémoire technique complété par le candidat et répondant au cahier des clauses administratives particulières et au cahier des clauses techniques particulières

- Le cadre de réponse technique complété (un par lot)

- l'acte d'engagement complété

- l'offre financière détaillée du candidat

6.2 Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

6.2.1 Critères d'attribution des offres

Lot n°1 : Acquisition d'une source de désorption/ionisation laser assistée par matrice à pression atmosphérique pour spectrométrie de masse ultra-haute résolution et imagerie moléculaire

CRITERES	PONDERATION	ELEMENTS DE NOTATION
PRIX	**25 %**	
VALEUR ENVIRONNEMENTALE	***5%***	Indiquer la puissance électrique maximale installée et la consommation électrique typique de la source et de ses auxiliaires en fonctionnement et en veille. – 1%

		Indiquer les consommations et consommables nécessaires au fonctionnement normal et leur durée de vie typique : laser, plaques/supports, consommables de préparation, etc. – 1% Décrire la durabilité et la réparabilité de la solution : remplacement individuel des modules et possibilités de mise à niveau matérielle ou logicielle. – 2% Décrire les mesures proposées pour limiter l'impact environnemental lié aux emballages, consommables, déplacements SAV et fin de vie de l'équipement. – 1%
VALEUR TECHNIQUE	**55 %**	**1) Architecture, principe d'ionisation et compatibilité Orbitrap – 12 %** Décrire brièvement l'architecture de la solution proposée et confirmer qu'elle repose sur un procédé de désorption/ionisation laser assistée par matrice à pression atmosphérique (AP-MALDI). – 2% Confirmer et documenter la compatibilité mécanique, électrique, électronique et logicielle avec le spectromètre de masse Orbitrap Eclipse existant. Préciser les adaptateurs, interfaces et licences nécessaires. – 4% Confirmer que le couplage préserve l'accès aux acquisitions en masse exacte, aux modes MS/MS et au mode de résolution R = 1 000 000 de l'Orbitrap Eclipse. – 3% Décrire le principe de synchronisation entre déplacement de l'échantillon, tirs laser et acquisition MS, ainsi que la procédure de passage entre la source AP-MALDI et les autres sources atmosphériques. Indiquer le temps typique de changement de configuration. – 3% **2) Laser et performances spatiales – 15 %** Indiquer la longueur d'onde du laser, sa fréquence de répétition minimale et maximale (kHz), l'énergie maximale par impulsion et les modalités de réglage de l'énergie. La cadence doit être compatible avec les acquisitions automatisées et l'imagerie MALDI. – 4% Indiquer la taille minimale et maximale du spot laser sur l'échantillon (µm) et la méthode utilisée pour la déterminer. – 4% Indiquer la résolution spatiale garantie en mode imagerie MALDI et confirmer la capacité à réaliser des cartographies avec un pas spatial de 5 µm ou meilleur, dans des conditions expérimentales adaptées. -4% Préciser la reproductibilité du positionnement du spot et les principaux paramètres pouvant limiter la résolution spatiale effective. – 2% Indiquer la durée de vie estimée du laser et les opérations de maintenance ou de remplacement nécessaires. – 1% **3) Positionnement, visualisation et supports d'échantillons – 8 %** Décrire la platine motorisée XY : courses utiles, précision et répétabilité de positionnement (µm). Confirmer que ces performances sont compatibles avec un pas d'imagerie de 5 µm. – 3% Décrire le dispositif de visualisation de l'échantillon et les moyens permettant de sélectionner une région d'intérêt et d'ajuster la position du spot laser par rapport à l'image. – 3% Préciser les formats de supports inclus dans l'offre : support multiposition, nombre de plaques fournies et compatibilité avec des lames conductrices de microscope d'environ 25 mm de largeur, de type ITO ou équivalent. – 2% **4) Acquisition automatisée, imagerie et logiciels – 10 %**

		Confirmer les modes d'acquisition disponibles : analyse ponctuelle, multiposition, balayage automatisé d'une zone et acquisition suivant une grille ou un motif spatial destiné à l'imagerie. – 3% Décrire les logiciels compris dans l'offre : pilotage du laser et de la platine, définition du pas spatial, synchronisation avec le MS, enregistrement des coordonnées et reconstruction/visualisation des données d'imagerie. – 3% Préciser les formats de données et d'export disponibles, l'accès aux données brutes et les éventuelles dépendances vis-à-vis de logiciels propriétaires. – 2% Indiquer les capacités de traitement incluses dans l'offre de base et, le cas échéant, celles proposées en PSE : co-registration avec images optiques/histologiques, ROI, PCA/ACP, segmentation, colocalisation et export en formats ouverts. – 2% **5) Sensibilité, performances pratiques et sécurité – 10 %** Documenter la sensibilité de la source sur au moins un analyte de référence en précisant l'analyte, la matrice, la quantité déposée, les paramètres laser, le spectromètre utilisé et le critère de détection retenu. – 4% Indiquer le temps typique nécessaire à l'acquisition d'un point et d'une image représentative, en précisant le pas spatial, le nombre de tirs par pixel et le mode de résolution MS utilisé. – 2% Décrire les dispositifs de sécurité associés au laser et aux hautes tensions : interverrouillages, protections mécaniques, coupure et signalisation. – 2% Décrire les principales contraintes de préparation des échantillons et de dépôt de matrice susceptibles d'influencer la résolution spatiale, la sensibilité ou la reproductibilité. – 2%
DELAIS	**5 %**	Délai maximal entre la notification du marché et la livraison de l'équipement. – 2% Délai maximal entre la livraison et la mise à disposition opérationnelle, incluant installation, intégration sur l'Orbitrap Eclipse et essais de réception. – 2% Délai ou calendrier proposé pour la formation initiale des utilisateurs. -1%
QUALITE DU SERVICE APRES VENTE	**10 %**	Indiquer la durée et le périmètre de la garantie : pièces, main-d'œuvre, déplacements, laser, platines motorisées, électronique de contrôle, interface avec le spectromètre et principales exclusions. – 4% Indiquer le délai maximal de prise en charge d'une panne et le délai maximal d'intervention sur site lorsque celle-ci est nécessaire. – 2% Décrire l'organisation du SAV :télémaintenance, modalités et plages d'assistance, et coordination en cas de panne impliquant l'interface avec l'Orbitrap Eclipse. – 1% Indiquer la durée garantie de disponibilité des pièces détachées et consommables, ainsi que la durée prévue de support logiciel. – 2% Décrire les opérations de maintenance préventive recommandées, leur fréquence et l'immobilisation prévisible de l'équipement. – 1%

Lot n°2 : Acquisition d'un système de chromatographie en phase gazeuse couplé par photoionisation à pression atmosphérique à un spectromètre de masse ultra-haute résolution existant

SELECTION DES OFFRES

CRITERES	PONDERATION	ELEMENTS DE NOTATION
PRIX	**25 %**	
VALEUR ENVIRONNEMENTALE	***5%***	Indiquer la puissance électrique maximale installée et la consommation électrique typique de la configuration GC-APPI en fonctionnement et en veille. – 1 % Indiquer les consommations de gaz nécessaires au fonctionnement normal (gaz vecteur, make-up, source APPI, FID) et préciser les possibilités de réduction de consommation ou d'utilisation de gaz alternatifs lorsque cela est compatible avec les performances. – 1 % Décrire la durabilité et la réparabilité de la solution : remplacement séparé des principaux modules, durée de vie de la source photonique, possibilités de mise à niveau du GC, de l'interface ou des logiciels. – 2 % Décrire les mesures permettant de réduire l'impact environnemental lié aux consommables, emballages, déplacements SAV et opérations de maintenance. – 1 %
VALEUR TECHNIQUE	**55 %**	**1) Architecture générale, compatibilité Orbitrap et réversibilité – 12 %** Décrire l'architecture complète de la solution proposée : chromatographe, passeur d'échantillons, système d'injection, détecteur, ligne de transfert, source APPI, interfaces avec le spectromètre de masse et logiciels de pilotage. - 2% Confirmer et documenter la compatibilité avec le spectromètre de masse Orbitrap Eclipse installé : compatibilités mécanique, électrique, électronique, logicielle et de sécurité ; maintien de l'accès à la masse exacte, aux modes HRMS/MS-MS et au mode R = 1 000 000. – 4% (*) Décrire le principe de synchronisation entre le GC, la source APPI et l'acquisition du spectromètre de masse, ainsi que les interfaces matérielles et logicielles nécessaires. -3% Indiquer la procédure et le temps typique nécessaires pour passer de la configuration GC-APPI-MS à la configuration habituelle LC/ESI-MS, puis revenir à la configuration GC-APPI-MS, sans modification irréversible du spectromètre. -3% **2) Performances techniques du système chromatographique – 10 %** Indiquer les performances du four GC : gamme de température, température maximale (exigence CCTP : ≥ 450 °C), nombre de rampes/paliers, vitesse maximale de montée en température (≥ 100 °C/min) et temps typique de refroidissement après un programme haute température. - 2% Décrire le contrôle pneumatique du gaz vecteur : modes pression/débit constant et programmé, plages de pression et de débit, gaz vecteurs compatibles, puretés requises et consommations typiques. - 2% Décrire l'injecteur split/splitless : température maximale (≥ 400 °C), plage de rapports de split, plages de débit, diamètres de colonnes compatibles, fonctions de test d'étanchéité et opérations de maintenance utilisateur. - 2%

		Indiquer les performances du FID : température maximale (≥ 400 °C), limite de détection (≤ 2 pg C/s), gamme dynamique linéaire (≥ 10^7), fréquence maximale d'acquisition et dispositif de détection/réallumage de flamme. - 2% Préciser les colonnes capillaires et accessoires compatibles ainsi que les éléments et consommables fournis dans le kit de démarrage. - 2% **3) Source APPI, ligne de transfert et gaz – 15 %** Décrire le principe physique de la source APPI et indiquer l'énergie photonique utilisée. Confirmer qu'il s'agit d'une photoionisation à pression atmosphérique permettant la photoionisation directe des analytes (énergie nominale voisine de 10,6 eV ou performance équivalente). - 3% Documenter le caractère d'ionisation douce de la source : capacité à favoriser l'observation de l'ion moléculaire ou d'une espèce moléculaire caractéristique avec fragmentation limitée. Préciser les composés de référence et conditions utilisés pour documenter cette performance. - 4% Décrire le dispositif d'introduction de dopant : types de dopants compatibles, mode d'introduction, plage de débit/concentration, mécanismes d'ionisation accessibles (protonation/transfert de charge) et contraintes de sécurité. - 3% Indiquer la température maximale du bloc source (exigence CCTP : ≥ 300 °C), la plage de température de la ligne de transfert, son principe de chauffage et les dispositions limitant volumes morts, zones froides et adsorption des analytes. - 3% Préciser les gaz nécessaires au fonctionnement de la source, leurs puretés, pressions, débits et consommations typiques, ainsi que le système de purification et la fréquence de remplacement de ses consommables. - 2% **4) Pilotage, synchronisation, automatisation et logiciels – 10 %** Décrire le pilotage intégré de la chaîne analytique : définition des méthodes GC, contrôle des températures GC/ligne de transfert/source, déclenchement synchronisé du spectromètre de masse et exécution de séquences automatisées sans intervention manuelle. - 2% Préciser les spécifications de l'ordinateur, les logiciels et licences compris dans l'offre de base : fonctions couvertes, nombre et durée des licences, versions requises sur l'Orbitrap Eclipse, modalités de mise à jour et éventuels coûts récurrents. - 2% Décrire les possibilités d'acquisition et de traitement HRMS/MS-MS : masse exacte, acquisitions ciblées et non ciblées, déclenchement d'expériences MS/MS pendant un pic chromatographique et exploitation des données produites. - 2% Pour le passeur automatisé d'échantillons liquides, décrire la capacité, les formats de flacons, les modes disponibles, les fonctions de lavage/préparation et les possibilités d'évolution. - 2% Pour le désorbeur thermique, décrire la capacité, les formats des échantillons, les modes opératoires disponibles, le contrôle logiciel, et les possibilités d'évolution. - 2% **5) Performances d'usage, consommables, réception et sécurité – 8 %** (*) Décrire les sécurités intégrées à la source et à l'interface : interverrouillages, protections vis-à-vis du rayonnement photonique, des hautes tensions, des surfaces chauffées, des gaz et des dopants. - 2% (*) Fournir la liste des consommables et pièces d'usure nécessaires au fonctionnement courant : source photonique/lampe le cas échéant, éléments de

		purification des gaz, joints, septa, liners, colonnes et autres consommables ; indiquer leur durée de vie ou fréquence de remplacement typique. - 2% Indiquer les temps typiques nécessaires à la mise en route de la configuration GC-APPI, à la stabilisation thermique de la source et de la ligne de transfert, et au retour à une configuration LC/ESI-MS. - 2% (*) Proposer un protocole de réception permettant de vérifier au minimum : fonctionnement GC et FID, couplage GC-APPI-Orbitrap, observation d'un ion moléculaire ou d'une espèce caractéristique avec faible fragmentation, mesure en masse exacte, accès au mode R = 1 000 000, acquisition MS/MS et fonctionnement avec dopant. - 2%
DELAIS	**5 %**	Délai maximal entre la notification du marché et la livraison de l'équipement. - 2% Délai maximal entre la livraison et la mise à disposition opérationnelle de l'ensemble GC-APPI-Orbitrap, incluant installation, intégration et essais de réception. - 2% Délai ou calendrier proposé pour la réalisation de la formation initiale. – 1 %
QUALITE DU SERVICE APRES VENTE	**10 %**	Indiquer la durée et le périmètre de la garantie : pièces, main-d'œuvre, déplacements, GC, FID, injecteur, passeur liquide, désorbeur thermique, ligne de transfert, interface, source APPI, électronique et logiciels ; préciser les principales exclusions. – 4 % Indiquer le délai maximal de prise en charge d'une panne et le délai maximal d'intervention sur site lorsque celle-ci est nécessaire. – 2 % Décrire l'organisation du SAV : télémaintenance, plages d'assistance et modalités de coordination du diagnostic lorsqu'un dysfonctionnement concerne l'interface entre la source APPI et l'Orbitrap Eclipse. – 1 % Indiquer la durée garantie de disponibilité des pièces détachées et consommables. Préciser le coût de remplacement de la source photonique/lampe et des principaux éléments de purification. – 2 % Décrire les opérations de maintenance préventive recommandées, leur fréquence, leur durée et l'immobilisation prévisible de l'équipement. – 1 %

6.3 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 6 mois à compter de la date limite de remise des plis, jusqu'à l'attribution du marché.

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, l'acheteur poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

La prorogation de validité d'une offre ne pourra en tout état de cause excéder [Inclure texte à champ libre] jours.

6.4 Echantillons

Sans objet

7 ATTRIBUTION DU MARCHE

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

Si, après le choix de l'attributaire et avant la notification, cet opérateur se trouve, par suite d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure, dans l'impossibilité d'exécuter le marché, l'acheteur peut solliciter le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite auprès des autres soumissionnaires dans l'ordre du classement des offres.

7.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir:

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel

- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuve directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public fournit dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses éventuelles annexes, à compléter et à signer, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques;
- Le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement;
- Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques;
- Le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci;
- Le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent;

- En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés ;

- Le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail);
- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** :
    - son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du CCP;
    - Pour les entreprises en cours d'inscription - un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE);
    - Le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :
        - certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
        - certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance

- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** :

    - un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établie dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France;

    - un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l' article L. 243-15 du code de la sécurité sociale;

    - un extrait du registre pertinent au sens de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre;

    - Le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L.1262-1 du code du travail :

        a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail;

        b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette

attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement

Motif d'exclusion lié au non-respect de l'obligation des entreprises d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre

Les soumissionnaires présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article L.229-25 du Code de l'environnement. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, l'acheteur se réserve le droit d'exclure le(s) soumissionnaire(s) concerné(s) de la procédure.

7.2 Interdiction d'attribution

Est exclu de la procédure tout candidat auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...)

7.3 Signature du marché

Le marché est signé électroniquement par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) qui lui est adressé par l'acheteur.

La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article "MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE".

En cas de difficultés rencontrées lors de la signature électronique par l'une des deux parties, ou si le soumissionnaire ne dispose pas d'une signature électronique respectant ces exigences, le document est signé par voie papier.

8 LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

9 CONTENTIEUX

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Lille.

Adresse et coordonnées :

5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire

CS 6203

59000 Lille

Téléphone : 03 59 54 23 42

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

10 MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature s'effectue : par voie électronique

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électroniques peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;

- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique;

2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)

- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié del'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)

- sur le site de la commission européenne : https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available)

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature

électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.